

handicapées, les différents obstacles dans les zones de crises sont exacerbés. Les enfants qui y vivent ont besoin d'une approche coordonnée et intersectorielle afin de profiter d'un apprentissage de qualité et inclusif.

Ainsi la présente action vise à renforcer le système éducatif dans deux provinces considérées en zone de crise et post-crise (Ituri et Kasai Central) via trois axes : assurer l'accès et l'achèvement du cycle primaire des enfants vulnérables impactés par les déplacements de population (filles et garçons) dans les zones de crise (OS1), améliorer la qualité de l'enseignement primaire via le renforcement de capacités des enseignants et formateurs du cycle primaire (OS2), et renforcer les capacités des adolescents et adolescentes affectés par les crises et les déplacements de population en vue de leur insertion sociale et économique (OS3). Une attention particulière sera donnée à l'éducation des filles, pour qui les obstacles à la scolarisation sont plus tenaces et nombreux. L'action tiendra compte de l'approche Nexus : le caractère récurrent, prolongé et complexe des crises en RDC renforce en effet l'importance de mettre en place des interventions à plus long terme, qui répondent aux besoins humanitaires ainsi qu'aux défis en matière de développement et de consolidation de la paix, dont la scolarisation des enfants déplacés est un exemple emblématique. La région des Kasai est une zone prioritaire de l'application de l'approche Nexus par un groupe de bailleurs en RDC (c'était notamment l'objet de la mission conjointe du Groupe de Coordination des Partenaires dans le Kasai en 2021). Cette action permettra à l'UE de consolider sa position dans ce groupe auquel elle participe.

Ces actions seront menées dans la mesure du possible par des organisations non gouvernementales internationales spécialisées dans le domaine de l'éducation en zone de crise en RDC et potentiellement pourvues d'une expérience avec l'Union Européenne dans des projets complémentaires.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Malgré les riches ressources naturelles du pays (agricoles, minières et énergétiques), la RDC fait face à une pauvreté extrême, des conditions socio-économiques précaires, une grande vulnérabilité face aux chocs et un manque d'infrastructures essentielles. La RDC est un pays fragile. Elle occupe la 175ème place sur 189 dans l'indice de développement humain. En terme de capital humain, pour 2020, elle se classe 135^e sur 157, et affiche un score de 0.37 : un enfant né en 2020 sera 37% moins productif à l'âge adulte qu'un enfant qui aurait reçu une éducation complète et des soins de santé appropriés¹. En terme de genre, pour 2019 la RDC se classe 150 sur 162, 36,7% des femmes adultes ont atteint un niveau d'éducation secondaire, contre 65,8% des hommes.

Beaucoup de ces problèmes sont liés aux conflits, et en particulier ceux situés à l'Est de la RDC, où se trouve un grand nombre de personnes réfugiées et de déplacées internes. Cette situation est aggravée par les nombreuses endémies et épidémies (Paludisme, Infections Respiratoires Aigües, Rougeole, Choléra, Ebola, Covid19...) et les catastrophes naturelles, impactant directement toute la population. En 2018, 73 % de la population vivait avec moins de 1,90 dollar par jour (seuil de pauvreté international)². Près d'une personne sur six en situation d'extrême pauvreté en Afrique subsaharienne vit en RDC. Début 2021, 29% seulement de la population est en situation de sécurité alimentaire. Un nombre presque équivalent de personnes (28%) est en insécurité alimentaire aiguë élevée, tandis le reste de la population est en situation de stress alimentaire. La majorité de la population est jeune : 65.5% de la population en 2016 avait moins de 24 ans³. Avec un indice de fécondité élevé, la pression sur les services éducatifs est importante. Puissant vecteur de développement, l'éducation est un droit fondamental et un moyen pour réduire la pauvreté, élever les niveaux de santé, promouvoir l'égalité entre les sexes et faire progresser la paix et la stabilité. L'éducation a des retombées positives considérables sur l'amélioration des revenus et c'est le premier facteur d'égalité des chances.

¹ La Banque Mondiale en République Démocratique du Congo, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/HD.HCI.OVRL?locations=CD>

² Ibidem

³ Stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation 2016-2025, dec. 2015, p. 17